

**CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DES BOUCHES-DU RHONE**

Direction Générale Adjointe Stratégie et Développement du Territoire
Direction de l'Agriculture et des Territoires
1.22.72

**RÉUNION DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU 15 DECEMBRE 2017
SÉANCE PUBLIQUE SOUS LA PRÉSIDENTE DE MME MARTINE VASSAL
RAPPORTEUR(S) : M. LUCIEN LIMOUSIN****OBJET : BP 2018 : Délégation Agriculture**

Madame la Présidente du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône, sur proposition de Monsieur le délégué à l'agriculture, soumet au Conseil départemental le rapport suivant :

□ L'agriculture des Bouches-du-Rhône : un secteur stratégique mais fragile

Selon les données du recensement agricole de 2010, l'agriculture départementale, riche et diversifiée, représente une force économique de premier plan : environ 4.900 exploitants ; 18.000 emplois salariés directs permanents et saisonniers ; une production brute standard de 450 M€ soit 25 % du total régional dont 70 % en fruits et légumes.

Si la Surface Agricole Utile a diminué de 10 % entre 2000 et 2010 pour s'établir à 148.000 ha environ dont 70.000 ha irrigables (- 20 % en 10 ans), on déplore en revanche une diminution encore plus brutale du nombre d'exploitations (- 20 % en 10 ans) en raison des situations de crise récurrentes. Par ailleurs, la perte de surfaces productives souligne le phénomène de pression foncière auquel notre agriculture essentiellement péri-urbaine est soumise.

En outre, dans un département marqué par de forts enjeux agro-environnementaux, l'agriculture joue un rôle stratégique dans la gestion du territoire et des écosystèmes. Sécurisée par d'importants transferts d'eau issus du système Durance-Verdon, elle est, de plus, étroitement dépendante d'une bonne gestion de la ressource en eau exigence que renforce la pression du changement climatique qui se fait chaque jour plus forte.

Elle est enfin armée pour répondre au défi de la qualité des produits et de la souveraineté alimentaire au regard de la diversité des productions et des très nombreux signes officiels de qualité, emblématiques du département.

Autant d'enjeux qui légitiment une action forte de la collectivité, et le besoin d'une politique d'accompagnement de ce secteur d'activité spécifique. Ainsi, j'ai confirmé mon engagement à stabiliser le budget de l'agriculture depuis 2015. En 2017, dans le contexte de la loi NOTRE, le cadre et les conditions de mise en œuvre de la politique départementale agricole ont été revus :

- la signature de la convention avec la Région permet de sécuriser nos aides ;
- l'adossement de nos interventions aux régimes notifiés d'aides d'Etat permet de les rendre euro-compatibles.

C'est dans ce contexte et sur la base des priorités définies dans le cadre des « Etats Généraux de Provence », que la politique agricole du Département doit répondre à 4 axes prioritaires :

Axe 1 : la compétitivité des structures

L'ensemble des dispositifs mobilisés dans ce cadre a pour objectif d'améliorer les conditions de formation et d'installation de nouveaux exploitants, de faciliter le recours à la main d'œuvre locale et de rendre nos structures de production et de commercialisation techniquement et économiquement plus performantes sur des marchés de plus en plus concurrentiels.

Axe 2 : la structuration des filières et la promotion des produits

En partenariat avec la profession agricole, le Département poursuivra ses efforts en matière de promotion des produits du terroir (Millésimes, Cuvée, Salon des Agricultures de Provence, œno-tourisme, adhésion à l'Association Nationale des Elus du Vin), et d'appui à toutes les démarches de certification et de qualification des produits et des exploitations qui s'imposent désormais comme des conditions d'accès aux marchés (traçabilité, signes officiels de qualité, certification des exploitations, agriculture biologique).

C'est à ce titre que nous avons décidé d'adhérer dès 2017 à l'association nationale « Agrilocal » qui nous a permis d'accéder à une plateforme internet pour organiser la mise en relation de l'offre (producteurs) et de la demande (gestionnaires de RHD) de produits locaux, dans le cadre d'une démarche structurée d'approvisionnement local. Opérationnelle depuis septembre 2017, la plateforme Agrilocal13 est aujourd'hui en phase de développement.

Axe 3 : la préservation des ressources

La gestion rationnelle et maîtrisée de l'eau, l'aménagement et la protection du foncier agricole, la préservation de la biodiversité et la réduction de l'empreinte environnementale de l'agriculture constituent les principaux objectifs du volet territorial de notre politique agricole qui devient un enjeu fort et place au premier rang des priorités le développement durable et la capacité de l'agriculture à rendre les services d'intérêt collectif qu'on attend d'elle en termes de protection contre les risques, de conservation des paysages, de préservation des richesses naturelles... Tels sont les objectifs qui sous-tendent l'ensemble des mesures relevant de cet axe.

Axe 4 : la protection des exploitations

Au fil des ans, la protection des exploitations en particulier contre les sinistres climatiques qui se multiplient et s'aggravent en intensité (réchauffement climatique) ou encore contre les risques sanitaires, que ce soit dans le domaine végétal ou animal (changement climatique ; mondialisation des échanges) s'impose comme une orientation forte de la politique départementale agricole.

- La politique départementale de démoustication

- La démoustication de confort

Conformément à la loi, le Département peut, s'il le souhaite, s'engager dans des actions de lutte contre la nuisance.

- *la procédure et le périmètre de traitement*

L'arrêté préfectoral délimitant chaque année les zones de traitement autorise l'Entente Interdépartementale pour la Démoustication du littoral méditerranéen (EID), opérateur public de démoustication à intervenir sur le périmètre de 23 communes situées entre Arles et le pourtour de l'Etang de Berre. C'est dans ce cadre que le Département prend en charge le coût de cette politique de démoustication anti-larvaire.

Par ailleurs et en complément de ce dispositif, les maires et les acteurs du territoire de Camargue ont unanimement souhaité au printemps 2016, que le Département maintienne son programme de démoustication expérimental des zones naturelles situées à l'embouchure du Rhône, tout en poursuivant l'expérimentation du dispositif alternatif des pièges à CO².

La contribution financière des collectivités

En application du code des collectivités, je vous précise que les dépenses de prospection, de traitement de travaux et de contrôles nécessaires à l'action de lutte contre les moustiques « sont obligatoires pour les départements et les communes concernées ». Aujourd'hui, le Département fait l'avance des participations communales qu'il se charge de recouvrer une fois la campagne achevée, sur la base d'une contribution locale de 25% du coût des opérations.

➤ Le plan de lutte contre « aedes albopictus » dans les Bouches-du-Rhône

Conformément à la loi, le Département a l'obligation de financer les actions de démoustication en cas de risque avéré pour la santé publique, l'Etat ayant néanmoins la responsabilité de définir les mesures à prendre.

A noter qu'à compter de 2017, l'EID a appliqué un nouveau barème de tarification de ses prestations qui se décompose en une partie forfaitaire pour couvrir des charges fixes et une partie liée à l'activité, en fonction du nombre de sites enquêtés et de sites traités. A titre indicatif, à situation similaire, l'application du nouveau tarif est susceptible de générer une économie de 28 % pour le Département.

En conséquence, je vous propose :

- d'adopter la politique publique de l'agriculture pour 2018, comme indiquée dans l'annexe 1 ;
- d'approuver les modalités de mises en œuvre du programme de démoustication 2018 et le budget correspondant ;
- de m'autoriser à signer les conventions nécessaires à la mise en œuvre de ces politiques publiques,
- d'approuver les mouvements d'affectation comme indiqué dans l'annexe 2 ;
- de donner délégation à la Commission Permanente pour procéder à des modifications ou à des compléments d'affectation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil Départemental de prendre la délibération ci-après.

Signé
La Présidente du Conseil départemental

Martine VASSAL